

CONSEIL D'ASSOCIATION UNION EUROPÉENNE - ALGÉRIE

Le 4^e round au Luxembourg

Hier, au Luxembourg, les discussions entre l'UE et l'Algérie ont débuté en marge de la rencontre des ministres des Affaires étrangères des 27.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Ce round, ordinaire, revêt, toutefois, une importance particulière vu le contexte dans lequel il se déroule.

Depuis l'entrée en vigueur de l'accord d'association liant l'Algérie à l'Union européenne, si les avancées entre les deux entités sont estimées bonnes, pour atteindre l'excellence, beaucoup reste encore à accomplir.

Depuis hier, donc, l'on essaie, de part et d'autre, d'aplanir les difficultés, d'arrondir les angles, de chercher les points d'encrage.

Au menu, l'évaluation de la mise en œuvre de l'accord, notamment le paquet d'actions bilatérales à «court» et à «moyen terme».

Pour passer à une forme de coopération «plus concrète», les deux parties auront à plancher sur des sujets tout aussi sensibles les uns que les autres (soutien aux réformes économiques en Algérie, commerce, énergie, circulation des personnes et terrorisme).

L'Algérie estime, à cet effet, qu'une relance de la coopération bilatérale est nécessaire dans le cadre de

relations équilibrées dans les échanges commerciaux.

Il est vrai, faut-il le relever, que le déficit commercial ne cesse de se creuser toujours en faveur de l'Europe. Même si l'Europe reste le premier partenaire de l'Algérie (54,72% d'importation et 56,90% d'exportation). Cependant, il faut relativiser ces chiffres parce que le gaz et le pétrole, notre pays en exporte peu vers l'Europe. Il y a, à ce niveau, selon une formule experte, «une faiblesse structurelle» à combler.

Le renforcement de l'euro face au dollar, la hausse des prix des matières premières et la phase active du démantèlement tarifaire en Algérie en sont les principales causes.

Concernant les «services», l'accord prévoit une clause de rendez-vous à partir de 2010. L'Algérie n'envisage aucune autre négociation avec l'UE avant son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Europe a formulé, néanmoins, de nouvelles doléances d'ouverture dans différents secteurs dont celui de l'énergie. Les investissements directs européens en Algérie, qui restent en deçà des potentialités et du souhait d'Alger, et l'énergie seront deux moments de discussions intenses. Concernant le volet



Au menu, l'évaluation de l'état de la coopération bilatérale à tous les niveaux.

énergie, il est à souligner que l'UE souhaite voir rapidement l'Algérie conclure un mémorandum d'entente. Sur la question des flux migratoires, les Européens poseront — reposeront — c'est, certain, sur la table la question des réadmissions.

Sur le sujet, la position de l'Algérie est la même. Privilégier les accords bilatéraux passés, séparément, avec plusieurs Etats-membres.

Au niveau du dialogue politique, Algérie et UE aborderont divers sujets (Sahara Occidental, Sahel, Proche-Orient...).

Si l'Europe se départissait de son légendaire égoïsme, nul doute que le volume des échanges et de la coopération entre Bruxelles et Alger se développerait de façon fulgurante. Au vu du potentiel, des poids de la géographie et de l'histoire.

A. M.

COOPÉRATION

16 hommes d'affaires belges en mission à Alger et Oran

Une mission économique intersectorielle belge se déroule depuis lundi, et ce, jusqu'au vendredi 19 juin, à Oran et à Alger. Cette mission est organisée sous le patronage de l'ambassade de Belgique, le Bureau économique et commercial de la région de Bruxelles et l'Agence wallonne à l'exportation.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Soit l'occasion pour 16 hommes d'affaires belges, actifs dans les secteurs technologiques et industriels, l'énergie, les ressources en eau et l'architecture, notamment, de prospecter le marché algérien, présenter leur savoir-faire, développer le réseautage et lancer ou poursuivre des partenariats avec des opérateurs et PME algériens. Parmi ces sociétés belges, certaines sont déjà contractantes avec de grands groupes algériens, tels Sonatrach et Cevital. A cette mission, est couplé un volet ciblé sur la formation professionnelle au service des petites et moyennes entreprises, avec l'appui de la Délégation Wallonie-Bruxelles à Alger et la Forem

(principal opérateur public wallon dans ce domaine). Malgré la remise en ordre du dispositif encadrant le commerce extérieur et l'investissement étranger, contraignant les opérateurs étrangers à s'y adapter, le marché algérien reste toujours intéressant pour la Belgique selon son ambassadeur, Christian Van Driessch. Ce dernier a relevé, lundi soir, que les rela-

tions commerciales ont été très positives ces dernières années. Le 10^e fournisseur de l'Algérie, la Belgique a exporté pour 900 millions d'euros en 2008 (en hausse de 16% par rapport à 2007). A contrario, la Belgique a importé pour 1,42 milliard d'euros en 2008, essentiellement des hydrocarbures (en hausse de 3,11% par rapport à 2007).

C. B.

TRANSPORTS PUBLICS

600 bus belges en circulation en Algérie

Plus de 600 bus de la compagnie belge Van Hool circuleront prochainement en Algérie. Ces bus contribuent déjà au transport public dans la plupart des grandes villes du pays. Un premier lot de 300 bus a été livré pour le réseau d'Alger, Constantine, Oran et Annaba. Récemment, un second lot était destiné à dix autres villes, à raison de 30 véhicules par ville. Cette flotte devrait se renforcer dans l'avenir au fur et à mesure des besoins de l'Etusa et d'autres sociétés de transport urbain ou interurbain.

Egalement, la société Van Hool a livré à l'Etusa et à la MVVA (filiale de Sonelgaz) dix bus fonctionnant au gaz naturel comprimé, à titre d'expérimentation. En outre, le bureau d'études belge, Transurb Technirail, intervient dans la mise en place d'un système de tickets ultramoderne.

C. B.

PME

Les raisons d'une faiblesse

C'est le même constat d'échec qui est, une nouvelle fois, dressé sur la PME en Algérie quant à son rôle dans la croissance économique et sa place dans le tissu industriel national. La faible performance de la PME a été le thème principal d'une conférence-débat organisée, hier, au centre de presse El Moudjahid. Dans les exportations de l'Algérie, la part des PME ne dépasse pas le 1%.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - «Si, depuis 2005, 120 000 PME ont été créées, cela reste très insuffisant pour un marché qui peut absorber entre 450 000 et 500 000 PME» souligne d'emblée, Mohamed Khodja, consultant en économie. Selon ce dernier, malgré l'ensemble des dispositions et mesures édictées mises en place pour développer la PME et l'existence d'une réelle volonté politique dans ce sens à travers deux départements ministériels, le secteur de la PME a du mal à trouver l'essor qu'il mérite.

En cause : «Un marché informel en croissance exponentielle et un environnement économique très complexe», estime Mohamed Khodja. Des contraintes sur lesquelles viennent se greffer l'absence de culture managériale et entrepreneuriale chez les patrons ainsi que le retard dans la mise en œuvre du programme gouvernemental de mise à niveau des PME.

Un retard qui fait perdre beaucoup de temps et d'argent aux PME qui se retrouvent, de fait, incapable de placer leurs produits sur les marchés extérieurs.

De l'avis de cet économiste, «les stratégies de développement des PME doivent s'orienter vers les secteurs porteurs».

Mohamed Khodja a, également, suggéré la revalorisation des zones industrielles existantes, où «les travailleurs sont au chômage technique et l'outil de production désuet».

Une vision que confirme Nacéra Haddad, de l'association des femmes chefs d'entreprises (SEVE), qui défend l'idée que «les communes et des wilayas doivent se réapproprier le développement local». «Ce sont les collectivités locales qui sont le mieux habilitées à identifier les potentialités régionales et la rentabilité de telle ou telle autre activité», dira-t-elle.

Il s'agit, essentiellement, d'éviter des investissements sans lendemain et la disparition des PME comme c'est le

cas pour plusieurs dizaines de milliers chaque année, faute de rentabilité. Pas seulement, puisque, les charges fiscales et impôts peuvent à une certaine mesure, précipiter la disparition de la PME.

A ce propos, Brahim Benali, de la direction générale des Impôts, a rappelé les efforts du gouvernement à réduire la pression fiscale sur les PME.

En abaissant différentes taxes telles que la taxe sur l'activité professionnelle et les impôts sur les bénéfices des sociétés.

Des mesures qui ont été accompagnées par d'autres ayant trait à l'amélioration des services pour les contribuables au niveau de l'administration fiscale dont la mise en place, bientôt, d'une dizaine de centres des impôts de proximité.

L. M.

RÉSEAU NADA Commémoration de la Journée africaine de l'enfant

A l'occasion de la célébration de la Journée africaine de l'enfance, le réseau Nada pour la défense des droits de l'enfant a organisé un forum de discussion autour du «mécanisme africain d'évaluation par les pairs : Nepad et les droits de l'enfant».

Au cours de cette rencontre à laquelle ont pris part le P/APC de Sidi-M'hamed ainsi que des représentants du ministère délégué de la Famille et de la Condition féminine, les responsables du réseau Nada ont tenu à faire le point sur le programme « Je t'écoute» dédié aux enfants via le numéro vert 3033 dont la mise en service remonte au 3 mai 2008.

Le numéro vert a enregistré 7 342 appels. Ces appels correspondent aux différents problèmes dont souffrent les enfants. Il s'agit, entre autres des violences physiques, des attouchements sexuels, des enfants abandonnés, des enfants sans domicile fixe, des enfants nés sous X, des enfants victimes de conflits familiaux suite à la séparation des parents, de la maltraitance, ainsi que de l'usage de la drogue.

Au cours des travaux de ce forum, il a aussi été souligné que sur les 7 342 communications reçues, toutes ont été traitées. Dans le lot, 335 dossiers ont été solutionnés ou en voie de l'être, 55 cas ont été déferés à la justice, alors que 210 ont nécessité une prise en charge psychologique. Par ailleurs, 70 enfants ont nécessité une prise en charge du point de vue psychosocial.

Au cours des interventions, il a été mentionné que l'un des objectifs de cette rencontre est de faire en sorte que l'image de l'enfant africain change, notamment telle qu'elle est renvoyée par les médias étrangers. Un enfant chétif sans protection est sujet à tous les maux. Or, des réseaux de protection, des droits des enfants, tels que Nada et des initiatives comme celles du Nepad, actives dans ce sens et participent à l'internationalisation de cette question pour une meilleure prise en charge des problèmes des enfants africains.

Le président de l'Assemblée populaire communale de Sidi-M'hamed, qui a tenu à prendre part à cette rencontre, a lui aussi mis l'accent sur la nécessité de changer l'image de l'enfant africain aux yeux de l'Occident. L'intervenant a, par ailleurs, assuré que sauver un enfant c'est énorme, à plus forte raison que les enfants sont les hommes de demain.

N. M.